

## DES MILLIERS D'ENTREPRENEURS ET DE PARTICULIERS EN SONT VICTIMES

## Le phénomène de l'usure fait des ravages

**A la faveur de la crise économique de ces dernières années, un nouveau phénomène d'escroquerie économique est né et a pris de l'ampleur sans que l'Etat fasse trop attention ni s'arme en instruments juridiques adéquats pour le combattre. Il s'agit de l'usure, ces prêts en argent sous forme de grosses sommes qui se pratiquent de particulier à particulier mais avec au final, des dégâts incommensurables qui vont dans certains cas jusqu'au suicide.**

Dans les pays européens, le taux de l'usure est défini par la banque chaque année et toute personne physique ou morale ayant de l'argent à prêter, se doit de respecter ces taux au risque de tomber sous le coup de la loi et d'être condamnée.

En Algérie et c'est parce que cette pratique, *riba*, est complètement prohibée ; ceux qui s'adonnent à l'emprunt usuraire, dans bien des cas par nécessité, le pratiquent clandestinement, faisant le jeu de ces prêteurs, de ces usuriers d'un autre temps, qui se sont constitués au fil des ans et à la faveur justement de l'absence de textes juridiques pouvant la réglementer comme pour les cas des intérêts bancaires, en une véritable organisation criminelle qui a ses ramifications à travers presque tout le pays et pouvant être largement appelée mafia de l'usure.

### Mais que fait cette mafia de l'usure ?

Pour comprendre les activités illégales de cette mafia de l'usure, nous allons évoquer le cas d'un entrepreneur qui a préféré requérir l'anonymat et que nous appellerons Farid ; un riche entrepreneur qui n'est pas un cas isolé mais un exemple typique dans lequel se reconnaîtront des centaines pour ne pas dire des milliers d'autres entrepreneurs qui ont été ruinés par ces pratiques mafieuses et jetés en prison sans qu'ils puissent trouver auprès de leur pays des instruments juridiques pouvant les défendre ou les protéger.

Farid avait les compétences requises et tous les moyens techniques et financiers en termes de matériels de construction en bâtiment et des dizaines de milliards de centimes pour réussir.

Cependant, à une certaine période, notre pauvre entrepreneur qui avait lancé plusieurs projets à la fois, s'est retrouvé, faute d'un recouvrement à temps de ses situations auprès des directions et autres organismes avec lesquels il avait soumissionné, acculé par les travailleurs d'abord, ensuite par ses fournisseurs et qui commençaient à lui refuser toute livraison de matériaux de construction comme le ciment, le rond à béton, le sable et le gravier, sans compter d'autres produits de finition comme le plâtre, la peinture, le carrela-



Ceux qui s'adonnent à l'emprunt usuraire, dans bien des cas par nécessité, le pratiquent clandestinement.

ge, la faïence, etc. Or, ce que ne savait pas Farid, cet universitaire qui était élevé dans le monde de la science et de la technologie, c'est que des bandes organisées et qui ont des relais partout jusqu'au petit comptable, connaissaient parfaitement sa situation.

Aussi, c'est à ce moment précis de crise financière et de découvert, que cette bande organisée se manifeste d'une manière sournoise par l'intermédiaire d'une tierce personne.

Une personne en qui notre pauvre entrepreneur avait confiance et sur laquelle jamais il ne pourrait avoir le moindre soupçon de connivence ou de complicité.

Cette tierce personne qui pourrait être un comptable principal, un commissaire-priseur, un notaire ou un fournisseur parmi la dizaine d'autres comme dans notre cas, et qui se présenterait comme quelqu'un d'exceptionnel, non pas comme les autres alors qu'il était envoyé par cette mafia, proposa à Farid qui est au bord de l'asphyxie financière, une solution pour le sortir de ce traquenard.

Aussi, ce fournisseur proposa-t-il lors d'une discussion engagée à bâtons rompus, à notre pauvre entrepreneur de l'argent frais comme prêt mais à un taux exagéré. Bien entendu, généralement ceux qui se cachent derrière ces pratiques ne se présentent jamais à visage découvert mais se font représenter par une autre personne.

Comme dans notre cas où le fournisseur parlait au nom de cette personne qui a de l'argent et qui est là pour aider Farid ; un faiseur de bien (Fael El Khir) comme le qualifiera ce fournisseur qui est en fait un rabatteur par excellence.

Aussi, et comme vous l'aurez deviné, devant sa situation dramatique, Farid n'a d'autre choix que d'accepter tant il est dans une situation de faiblesse et de

faillite certaine. Il acceptera toute proposition pourvu que l'argent frais et en liquide lui soit remis pour sauver sa tête et voir ses projets enfin redémarrer.

Ainsi, et sans qu'il fasse attention, Farid s'est vu accepter l'inacceptable et par-dessus tout – ô l'aveuglement – signer un chèque en blanc dans lequel est portée la somme prêtée comme gage de bonne volonté de sa part à rembourser la somme due et verser les intérêts mensuels préalablement arrêtés à un taux d'usure qui dépasse tout entendement. Il faut dire que les sommes proposées par ces escrocs d'un autre genre pour appâter leurs victimes dépassent parfois

les 10 milliards de centimes. Et effectivement, notre pauvre Farid a encaissé 5 milliards de centimes et a momentanément sauvé ses projets avec cet argent frais en payant ses créances impayées ainsi que les salaires de ses employés et plus que tout, en permettant le redémarrage de ses projets. Pas pour longtemps malheureusement.

Car, après quelques mois, les intérêts que notre entrepreneur a payés à ses débiteurs, ajoutés à l'argent engagé pour la reprise des projets, ont vite fait de consommer la totalité du montant emprunté et même certaines situations qu'il a pu toucher en relançant ses projets. Mais cette fois-ci avec une nouvelle situation autrement plus grave, à savoir que ses débiteurs qui ont déjà encaissé sous forme d'intérêts presque la totalité du montant qu'ils lui ont prêté, lui sont toujours redevables de la somme initiale, c'est-à-dire les 5 milliards.

Du coup et pour sauver sa tête puisque ses débiteurs le menacent de prison en engageant à la banque le chèque qu'il avait signé en blanc, Farid leur céda quelques logements de ses promotions immobilières ; puis quelques

locaux commerciaux, puis de nouveaux logements, puis de nouveaux locaux commerciaux... Jusqu'au jour où Farid se réveilla avec... rien. Notre pauvre Farid avait cédé tous ses biens à ses débiteurs sans avoir pu les rembourser complètement ni terminer ses projets avec l'argent qui lui a été prêté et les situations qui lui ont été débloquées lorsqu'il avait repris momentanément les travaux.

Et comme si cela n'était pas suffisant pour ses débiteurs, ces gens sans scrupules vont également engager le fameux chèque en blanc et ester en justice le pauvre Farid qui n'avait pas remboursé ses dettes ; ce qui le mènera directement vers la prison pour plusieurs années. Pourtant, en vérité, ses débiteurs avaient largement récupéré leur argent en contrepartie des logements et autres locaux qu'ils avaient extorqués à cet entrepreneur...

### À quand une réglementation de l'économie de l'usure ?

Cet exemple est réel. Des centaines d'entrepreneurs et de commerçants ont été victimes de cette escroquerie d'un nouveau genre de la part de la mafia de l'usure qui prolifère et qui se ramifie à travers tout le pays.

Et le comble dans cette histoire est que, plutôt que de penser à pondre des lois similaires à celles des pays européens pour juguler ce genre de pratiques et trouver des mécanismes qui pourront protéger ces entrepreneurs qui se retrouvent dans des situations de faiblesse, morale et financière au point d'accepter n'importe quoi, la justice de notre pays condamne les innocents et n'essaye même pas de demander à ces prêteurs d'argent qui se présentent devant le juge en victimes, d'où leur viennent ces sommes colossales qu'ils prêtent, ni pourquoi ils acceptent de courir ce risque en prêtant de telles sommes, si ce n'est contre de forts taux d'intérêts.

Une conclusion à laquelle aurait abouti le juge et contre laquelle il aurait condamné même le prêteur qui pratique cette usure.

Aussi, le ministère de la Justice, celui des Finances et celui de l'Economie doivent impérativement se pencher sur ces pratiques, pour instituer en urgence des lois concernant les taux légaux de l'usure mais aussi, les articles condamnant le dépassement de ces taux. C'est seulement ainsi que les polices judiciaires et les brigades économiques de la police et de la gendarmerie pourront réagir et arrêter ces escrocs.

Car, nous ne le rappellerons jamais assez : certains cas avaient fini par des suicides ; oui, des entrepreneurs honnêtes se sont retrouvés piégés et, ne pouvant pas faire face à ces situations inextricables, ont fini par se donner la mort.

Yazid Yahiaoui

Photo : DR